



Conférence donnée au cours de la session 2013 des Semaines sociales de France "Réinventer le travail"

L'impact ambigu de la mondialisation

Jean-Paul Betbèze

Jean-Paul Betbèze¹

Impact ambigu de la mondialisation : impact, on le voit tous les jours, avec ce qui se passe sur le chômage, tous ces chocs, ces bouleversements, ces incompréhensions que nous vivons ; ambigu, c'est – étymologiquement – ce qui « tire aux deux bouts ». Et ce qui tire aux deux bouts peut nous grandir ou bien nous disloquer. Cette mondialisation, cet étirement au monde, nous grandit-elle ou nous disloque-t-elle ? Les deux. Comment nous en sortir ? Pour répondre à cette interrogation, je vous propose quatre idées.

La première idée, c'est que nous vivons un nouveau monde, ce que j'appelle une mutation mondiale, parce que nous vivons – et cela n'a jamais eu lieu dans l'histoire du monde – deux révolutions industrielles conjointes : la révolution de l'information et la révolution des échanges.

La deuxième idée est que cette mutation, ce couple de deux révolutions, chamboule notre vie et que le début est toujours agréable, je l'appellerai le sucré de la mondialisation.

Puis, troisième idée, les choses se détériorent et deviennent pénibles, violentes, ce que j'appelle le salé. Après le sucré des deux révolutions, voilà le salé, et nous ne l'aimons pas, nous y résistons. Je ne juge pas : c'est un fait. C'est alors la montée de la dette, puis la crise de la dette. Elle intervient après les deux révolutions, celle du commerce et celle de la communication.

La quatrième et dernière idée, qui me paraît la plus importante et, si vous me permettez, la plus positive, est de voir comment nous allons réagir vis-à-vis de ces changements. L'idée est que ces révolutions, ces technologies, sont également la possibilité de nous sortir d'affaire.

Cherchons donc à comprendre comment fonctionne cette mutation, ce qu'elle nous apporte, pour voir comment rebondir et faire les efforts nécessaires.

Première idée, quelle mutation vivons-nous ?

La première révolution que nous vivons a quarante ans. C'est une boîte, le conteneur – ou *container* en anglais. C'est cette boîte qui a permis de développer les échanges dans le monde, en empilant les boîtes dans les ports ou sur les bateaux, en en mettant de plus en plus. La révolution du conteneur, c'est l'effondrement du prix de l'espace. La révolution des échanges, c'est que le prix du transport s'est effondré et que les marchandises bougent de plus en plus vite.

La seconde révolution, celle de l'information, de l'ordinateur, a plus de trente ans. Elle se compose de ces boîtes qui nous permettent d'écrire, de calculer, d'échanger, plus vite et pour moins cher que jamais. C'est la boîte de l'ordinateur, du téléphone portable, de la tablette. Nous vivons entourés de ces machines qui ont entraîné l'effondrement du prix du message, du mot, de l'information. Ce ne sont plus seulement des marchandises qui se transportent aisément, mais des services qui circulent extrêmement vite. Nous vivons dans un seul monde, géographique, dans un seul monde de l'instant, du fait de ces deux révolutions qui diffèrent de celles que nous avons connues auparavant : la révolution de la machine à tisser, du prix du drap, celle de la machine à vapeur, de l'énergie, qui avaient également fait s'effondrer les prix, mais qui étaient successives.

Nous échangeons donc de plus en plus, de plus en plus vite et de moins en moins cher, des biens, des services, des messages. C'est cela la globalisation : l'espace géographique et

¹ Jean-Paul Betbèze est économiste.

l'espace-temps se sont contractés, ceci en quelques années. Notre monde s'est en quelque sorte « rétréci ».

Deuxième idée, le temps du sucré

Cette double révolution de l'échange et de l'information commence toujours bien. C'est le temps du sucré, pour nous et pour tout le monde. Nous achetons les produits chinois, qui sont moins chers, et notre pouvoir d'achat en est augmenté. Nous sommes plus et mieux informés de ce qui se passe dans le monde. Non seulement les choses, mais aussi les idées, les services, se mettent à circuler. Nous avons plus de croissance et moins d'inflation, puisque nous importons le travail moins cher des autres. Et les pays qui nous envoient des produits par conteneur vivent mieux. Il y a une évolution et une croissance du monde. Les émergents se développent et sortent de la misère. On voit cette poche mondiale de misère qu'était la Chine s'embarquer pour trente ans avec une croissance de 8 à 10% l'an et devenir, par sa taille totale, la deuxième puissance du monde. Et, du fait de la progression de la Chine, les inégalités dans le monde décroissent. Auparavant, le « code pin » du monde était 1.1.3.3 : 1 milliard d'Américains, 1 milliard d'Européens, 3 milliards d'Africains et 3 milliards de Chinois. Le nouveau « code pin » est 1.1.4.6 : toujours 1 milliard d'Américains et 1 milliard d'Européens, mais 4 milliards d'Africains et 6 milliards d'Asiatiques. Le « code pin » du monde a changé.

Troisième idée, après le sucré vient le salé

Les chaussures faites en Chine ne sont plus fabriquées à Romans, de même que les chemises et autres vêtements, les voitures, les trains... en attendant les avions. Les ingénieurs d'ici sont remplacés par ceux de Bangalore. Avant cela, les travailleurs d'ici ont été remplacés par les travailleurs de là-bas. Nous avons moins d'inflation, mais plus de chômage, touchant des travailleurs peu ou pas qualifiés au début, et touchant ensuite des travailleurs qualifiés et même très qualifiés. Cette révolution fabrique de nouvelles inégalités : les nouvelles technologies de l'information font des milliardaires plus vite que jamais. En même temps, la révolution de l'information fait qu'il peut y avoir concurrence entre deux types de téléphones, deux types de réseaux, deux types d'ordinateurs, mais jamais très longtemps. Vient toujours un moment où un équipement ou un système dépasse l'autre. Celui qui dépasse va prospérer, et l'autre meurt. Avec l'informatique et la globalisation, *the winner takes it all*, le gagnant rafle toute la mise. Il devient monopole, et monopole mondial. Donc des fortunes immenses se créent. Les milliardaires de l'informatique deviennent bien plus riches en cinq ans que les anciens milliardaires de la mine et du rail en cinquante, que les milliardaires des bateaux et des conteneurs en vingt. Le salé, c'est donc le chômage et une montée des inégalités.

Le salé continue et c'est là qu'intervient la dette, là qu'interviennent la banque et la finance. C'est là qu'il faut se demander quelle est notre responsabilité. L'emploi détruit n'est pas toujours remplacé. Il faut du temps et d'autant plus que l'on attend, que l'on refuse, qu'on ne veut pas. C'est là qu'apparaît la dette. Qu'est-ce que la dette ? C'est le temps que l'on se donne parce qu'on ne veut pas changer, s'adapter, s'organiser pour suivre, répondre et changer dans ce nouveau monde.

Hedwige Chevrillon² : La dette a aussi été présentée comme ce qui permettait de développer le pouvoir d'achat et de générer de la croissance.

Jean-Paul Betbèze : Il y a effectivement de la bonne dette et de la mauvaise dette, la bonne qui permet d'aller plus vite et la mauvaise qui fait en sorte qu'on ne s'adapte pas. La dette permet d'investir, de prendre des risques, d'aller plus vite. On doit s'ajuster, on le voit avec la montée de la dette qu'on a vécue et qui a atteint un extrême avec les subprimes il y a 5-6 ans. Certains excès deviennent excessivement ridicules : comment a-t-on pu faire des crédits à des Américains sans emploi, ayant, parfois même, un casier judiciaire ? Cela faisait des années que la « machine à ne pas changer », la machine à jouer les prolongations, fonctionnait. Bien entendu, ces crédits accordés à des populations fragiles, crédits qui ne seraient pas remboursés, étaient automatiquement transformés et nous avons acheté des produits évidemment « sans risque », mais qui rapportaient trois fois plus que les autres produits sans risque. Allez comprendre.

C'est à ce moment que le salé l'emporte partout sur le sucré dans les pays industrialisés. Nous

² Hedwige Chevrillon, journaliste à BFMTV, présidait la séance.

avons adoré le sucré et nous avons voulu qu'il continue... Les « grands et vieux pays » se trouvent surendettés, autrement dit les ménages, les entreprises, les États eux-mêmes, et ils doivent se désendetter, tout en continuant à croître. C'est là tout le problème. Que faire ? Ne plus payer les dettes et les renier ? Et c'est une crise pire que 1929 qui nous attend. Ou bien attendre l'inflation qui épongera tout et fera cette « euthanasie des rentiers » dont parle Keynes ? Au fond, voulons-nous nous abstraire des conséquences de nos choix ou de nos non-choix ? Mais l'inflation est partout sous contrôle des banques centrales. Ne croyons pas à une inflation qui nous sauverait. L'inflation est minimale, avec cette croissance si faible et ce chômage si fort. Ne croyons pas que, dans le monde d'interdépendance dans lequel nous sommes, il sera possible à un moment donné de ne pas payer. Et les rentiers d'hier, ce sont les épargnants d'aujourd'hui.

Il faudra bien trouver une façon de payer, dans le temps... une façon d'innover, de croître, d'inventer et de changer. Les fameux avantages acquis ont été acquis avec une valeur qui a été ajoutée. Oui, mais demain, après-demain, quelle valeur vais-je ajouter pour permettre de soutenir les avantages déjà acquis et en acquérir de nouveaux ? C'est pour cela que nous devons avoir la « charité de la vérité » et, avant, le courage de la vérité. Nos *Rerum Novarum* d'aujourd'hui sont autrement plus complexes, plus interdépendantes, plus ambiguës et plus dangereuses que celles du passé. Comme nous sommes aujourd'hui dans un même monde, nous devons intégrer plus de changements et d'innovations, plus d'acceptation et de volonté de changer.

Les États-Unis qui sont entrés les premiers dans la crise de la dette sont les premiers à en sortir, à leur bénéfice peut-être. Et derrière, la dette monte, la dette privée, un peu, la dette publique, sûrement, et nous devons reconnaître que la zone euro est à la traîne. Le monde va changer de vitesse. Avant, le monde avait trois vitesses : 8 % de croissance si vous étiez chinois ou émergent, 4 % si vous étiez américain, 2 % si vous étiez européen. Derrière ce 8%, il y avait du rattrapage, derrière le 4 % et le 2 %, il y avait de la dette. Aujourd'hui, c'est toujours 8 % pour les Chinois, le 4 % est devenu 2 % et le 2 % est devenu 0 %. Comment allons-nous faire pour passer de ce 0 à 0,5, puis à 1, à 1,5 ? Comment allons-nous repartir ?

Le chômage explose, et comme la dévaluation des monnaies est impossible – puisque la monnaie est unique, que l'achat de « bons du trésor » à l'américaine par la Banque centrale européenne n'est pas possible –, on assiste à des ajustements violents par l'emploi, par le chômage massif et par la baisse des salaires. Les salaires baissent en Grèce, en Irlande, en Espagne... Nous voyons dans tous les pays du Sud des situations très compliquées ! Les entreprises ferment et sont rachetées au rabais. La dette privée sera remboursée, pas forcément toute, mais avec quelles pertes financières et humaines ! On verra plus tard pour la dette publique. Après nous, quel déluge ? Ou avec nous, quel déluge ? Car c'est maintenant.

Où en est donc la France, dans cette mondialisation à l'impact ambigu, cet impact « qui tire aux deux bouts » ? La crise ne s'est pas manifestée de façon aussi violente que dans les pays du Sud, mais la France entre aujourd'hui dans une phase plus aigüe de la crise, avec deux à trois ans de retard par rapport aux autres pays de la zone euro. Entretemps, elle s'est voilé la face. Cela faisait tout de même plus de trente ans que la France était en déficit budgétaire, plus de dix ans qu'elle voyait s'éroder ses parts de marché, monter un chômage de masse. Maintenant, on voit ce que ça veut dire ! On voit l'interdépendance entre les deux déficits, le déficit budgétaire et le déficit extérieur, et on voit la causalité : c'est le déficit extérieur qui fabrique le déficit budgétaire. C'est le fait que nous avons des difficultés à avoir notre *laborem exercens* à nous pour nous rendre compétitifs qui fait que nous avons une dette qui croît. C'est la façon d'être au monde qui nous permet de nous développer correctement et de gérer nos dettes. Si nous perdons pied dans le monde, nous aurons un accroissement de la dette. C'est pourquoi nous sommes inquiets de voir les jeunes partir ailleurs. Nous, les classes intermédiaires, nous voyons ce que c'est que la fiscalité qui s'approche et s'approche.

Hedwige Chevrillon : Pour vous, la crise n'est pas derrière nous, mais devant nous ? Vous nous promettez l'avenir espagnol ou italien, ce qui n'est pas très réjouissant !

Jean-Paul Betbèze : Je vous promets de l'éviter ! Regardons ce qui s'est passé dans les autres pays, regardons la violence des ajustements, le taux de chômage qui est important, bien sûr, mais qui est la moitié des autres. Nous voyons à quel point la violence s'est exercée dans ces autres pays et comment ils se sortent d'affaire. Il faut aujourd'hui s'ajuster pour ne pas avoir le traitement des autres ! L'économie, c'est sympathique quand on la comprend et

qu'on fonctionne avec elle. Quand on ne la voit pas, qu'on ne veut pas la voir, elle se venge et c'est méchant. Il y a des lois économiques : quand je lâche ça, ça tombe, on aime ou on n'aime pas, mais ça tombe.

J'en viens à ma quatrième idée : faut-il continuer ce lamento ? Non. « Tu ne te plaindras pas. Tu ne chercheras pas, chez les autres, une responsabilité qui est la tienne aussi. Tu ne te laveras pas les mains. » Dans ce monde qui a changé il y a des choses extraordinaires et aussi des responsabilités qu'il faut comprendre et assumer. Le monde devient plus transparent, plus rapide, plus ouvert. Mais il ne nous ment pas, et moins que jamais. Les confidences vont sur Twitter et les secrets sur Wikileaks. « *Non abbiate paura* » : n'ayez pas peur, n'ayons pas peur. Ayons la compréhension de cette évolution, de ces révolutions. Comprenons que nous avons vécu leurs bons côtés, que nous vivons aujourd'hui, aussi, leurs mauvais côtés et revenons à leur essence pour nous sortir de cette affaire. La sortie de cette affaire-là, c'est la coopération, le fait de travailler ensemble, plus près, plus près dans les territoires, plus près dans les organisations, plus près entre nous. Nous sommes globalisés, nous sommes dans un même monde, mais les Français ne sont pas nécessairement très proches de leurs voisins... et souvent même très éloignés. Sur ces pierres, nous reconstruirons. Il y a partout la possibilité de nous sortir d'affaire et de créer, en travaillant avec les TPE, les PME, pour « refabriquer » du tissu économique et social à partir des territoires. Tout ceci étant très local et très global. Il faut accepter de bouger, de changer, de dialoguer, d'enrichir le territoire dans lequel nous sommes, accepter de créer de nouveaux réseaux, car nous sommes dans une économie de réseaux, économiques, sociaux, humains. Le réseau du plus fort, c'est le meilleur. Et nous devons nous ouvrir à cette logique de réseaux.

Ensuite, il faut accepter de revoir nos dépenses publiques. Si nous voulons laisser de la place à l'économie privée, sociale et solidaire, il faudra que l'État se gère mieux, que nous acceptions, par exemple, que les postes d'éducation et de santé soient revus et traités de manière plus efficace. On peut fabriquer plus efficacement avec les nouvelles technologies, ce qui nous permettra de rembourser un peu les dettes et de créer de nouveaux emplois. C'est la proximité qui est l'avantage, c'est la façon de fonctionner et de nous rapprocher, en liaison avec nos valeurs, qui nous permet de nous sortir d'affaire. Le devoir de vérité s'impose à nous tous : voilà la gravité des problèmes, mais ce n'est pas désespéré, car ce qui nous a mis en difficulté est ce qui peut nous sauver en même temps, pour peu que nous discutons entre nous.

Hedwige Chevrillon : Vous avez peu parlé d'Europe, vous avez parlé de territoires, du Sud-Ouest notamment. Cela veut-il dire que notre avenir ne passerait donc pas par l'Europe ? Ou sinon par de violents ajustements comme vous l'avez mentionné en évoquant l'Espagne et l'Italie. Il y a d'autres solutions comme l'Allemagne...

Jean-Paul Betbèze : Notre solution à nous, historique, est européenne. Vous avez vu que les Semaines sociales se déroulent en trois endroits, mais le monde aussi est en trois endroits : l'Asie, l'Amérique et l'Europe. Ce monde européen a été fondamentalement un monde de guerres, de tensions et de violence. Il a été un très grand monde mais c'est aujourd'hui un monde en difficulté. C'est ce monde européen qu'il faut reconstruire et rebâtir ; il a commencé avec la monnaie unique, avec des choses fantastiques, avec du sucré : nous allons tous nous endetter avec des taux d'intérêts allemands... et puisque c'est un taux allemand, « donnez m'en un peu plus ». À un moment donné, on sait que ce n'est plus possible. Nous payons aujourd'hui des excès. Nous payons le fait de n'avoir pas vu le grand message de la construction européenne : on peut fonctionner ensemble avec une monnaie commune. Mais la monnaie commune, c'est une forme de l'échange, une forme de communication, de communauté, mais ce n'est pas tout. Il y aussi Erasmus, le fait d'échanger des biens, des services, des universités, d'avoir également des entreprises de plus en plus européennes ; et, un jour ou l'autre, d'avoir un budget qui sera plus européen. Nous sommes aujourd'hui dans le salé de l'Europe ; pour nous en sortir, le choix que nous avons est fondamentalement européen. La famille européenne est faite et cette famille doit être renforcée en tant que telle.

Hedwige Chevrillon : Mais c'est une famille avec plusieurs contours, vous avez la zone euro, la Grande-Bretagne...

Jean-Paul Betbèze : La famille, pour moi, c'est la zone euro.

Hedwige Chevillon : Je ne suis pas sûre que tout le monde soit d'accord avec cette définition-là...

Jean-Paul Betbèze : Oui, mais les pays ont le choix d'appartenir ou non à la zone euro...

DÉBAT

Table des questions³ : En 1840, une loi sur le travail des enfants a été votée en France, initiative alsacienne. Comment introduire une loi mondiale sans gouvernement mondial pour compenser les dégâts de la dérégulation financière et commerciale ?

Jean-Paul Betbèze : J'adore ces questions toutes simples... car ce sont des questions très importantes, et même essentielles. Je n'ai pas pu tout traiter et même si je n'ai pas utilisé le mot justice, je n'en suis jamais très loin. Premier point, le travail des enfants : il y a toujours des choses excessives. Vous pouvez décider de supprimer le travail des enfants : vous m'expliquerez comment les familles du mica font pour vivre. Si je ferme l'usine de mica, je ne sais pas ce qui va se passer dans ces familles. Donc le *caritas in veritate* c'est la *virtus in veritate*, c'est-à-dire le courage de changer des situations dramatiques. L'économiste regarde la façon dont on peut résoudre un problème et pas le « fermer » : le travail des enfants va se résoudre avec l'évolution du progrès économique de manière générale, avec des innovations et avec le fait qu'il y a de la croissance dans le monde. Aujourd'hui il y a 0,2 % de croissance, l'an dernier, c'était négatif. J'espère qu'ensemble, dans la zone euro, nous aurons de plus en plus pour avoir 0,5, 1 ou 1,5, et 2 ensuite... Tout le problème est comment faire ensemble de la croissance. C'est cette croissance-là qui fera que les enfants seront formés, qu'ils auront un vrai travail. Il faut, bien entendu, des lois sur le travail des enfants, mais ces lois sans croissance économique ne sont que des mots. Il faut que la justice s'incarne par des choses possibles et nous rendrons ces choses possibles par la croissance, l'emploi, la productivité et l'innovation.

Hedwige Chevillon : Et la question sur la gouvernance mondiale ?

Jean-Paul Betbèze : Elle rejoint la question de la responsabilité sociale des entreprises, la RSE. Mon sentiment est que la RSE, c'est la responsabilité sociale des gens de l'entreprise. Vous ne pouvez pas parler de RSE si chacun d'entre nous s'abstrait de sa propre responsabilité dans l'entreprise. Nous sommes co-responsables des choix de l'entreprise. N'oublions pas les personnes derrière les structures.

– Vous nous avez montré que la mondialisation oblige tous les pays à faire de gros progrès de productivité, mais paradoxalement, en Europe, nous avons peu de croissance et une faible consommation. On peut imaginer deux scénarios : dans l'un, on utilise tous ces progrès de productivité pour mieux répartir le travail entre les personnes, entre les générations, c'était la logique des 35 heures ; dans l'autre, on va vers une société à deux vitesses avec, d'un côté, des super riches qui s'accaparent une grande partie de la valeur ajoutée et, de l'autre, des mineurs de mica et des classes moyennes à niveau de vie un peu restreint.

Jean-Paul Betbèze : Concernant la productivité, le problème n'est pas simplement la productivité au sens physique du terme. On peut, dans un restaurant, apporter le café en deux secondes, vous avez de la vitesse, mais dans nos économies il faut aussi de la qualité, de la sécurité, de la longévité. Le pneu Michelin, c'est un pneu qui dure, une automobile, c'est une auto de qualité. La nouvelle promesse de la compétitivité dans nos pays, c'est de la qualité et de la sécurité. Outre le fait que, du point de vue écologique, du point de vue du travail des enfants, les choses sont assurées, sont promises, il faut également qu'elles soient vérifiables. C'est cette productivité-là qu'il faut développer. Le travail européen est à 35 euros de l'heure et doit donc être valorisé différemment de celui à 7 ou 8 euros de l'heure. Et j'espère que celui à 7 euros passera à 8, à 10, etc. Les écarts existent, mais tous ne sont pas des inégalités. Ce sont aussi des écarts de qualité de prestations, de promesses. À 35 euros de l'heure, je promets et réalise d'autres choses qu'à 8 euros.

³ Jean de Montgolfier et Jean-Marie Savarit à Strasbourg, Véronique Guyard et Hugues Puel à Lyon relayaient les questions des participants.

Hedwige Chevrillon : Comment éviter la société à deux vitesses, avec une classe moyenne qui se paupérise, des super riches et des super pauvres ?

Jean-Paul Betbèze : Toutes les crises creusent les inégalités. Quand on dit que la société est à deux vitesses, moi je suis des Hautes-Pyrénées et on ne vit pas à la même vitesse à Paris et dans les Hautes-Pyrénées. Nous devons vivre dans des vitesses différentes, mais nous devons vivre ensemble. L'important est que la communauté humaine se dise : « Ensemble nous aurons une croissance à 1,5. » C'est une moyenne, tout le monde ne verra pas une croissance à 1,5. Mais si cette moyenne augmente, tout le monde sera en augmentation et ceux qui sont en bas, notamment, iront mieux. Je sais qu'il y a des écarts et des inégalités.

- Pourquoi, dans vos propos d'économiste, ne parlez-vous jamais de justice, car une croissance sans justice aboutit à un non développement ?

Jean-Paul Betbèze : Pour parler de justice, qu'est-ce que la justice ? C'est quelque chose qui fonctionne avec de l'éclairage. Si on met de la lumière et de la transparence, les règles s'appliquent davantage. L'injustice se passe dans le noir ; il faut faire des lois, en parler et les assumer. Personne ne souhaite l'injustice, mais quand on parle des paradis fiscaux, il vaut mieux faire en sorte que ces paradis fiscaux soient éclairés car ils mènent à l'enfer. C'est l'éclairage et la responsabilité des gens qui permettra de se sortir d'affaire puisque les lois existent. Ayons le courage de la lumière.

- En France, le mot protectionnisme est-il un gros mot pour vous ?

Jean-Paul Betbèze : Le protectionnisme n'est pas un gros mot, mais c'est une catastrophe. La peste n'est pas un gros mot, c'est une maladie. Une maladie mortelle d'ailleurs. Le protectionnisme, c'est la peste parce que ça nous coupe des autres. Si je ne fais plus d'échanges aujourd'hui, pendant 5 ou 10 ans, tout se passe bien, j'ai tout ce que je veux. Mais le jour où je m'aperçois qu'ils ont fait autre chose dans le monde, à ce moment-là, je ne peux plus rattraper le retard. Le protectionnisme, cela commence toujours bien, mais cela finit toujours mal. Je n'ai pas dit qu'il ne faut pas se protéger, mais il faut protéger les idées, les innovations, les savoir-faire, les avancées et pas les reculades, les refus, les fermetures. Protéger pour avancer, oui, protéger pour que les autres avancent, oui. Mais si c'est protéger pour ne pas être embêté, alors nous serons très embêtés. Nous sommes dans un monde où la protection n'est pas suffisante. Honnêtement, en Chine, la protection et le rapport à la justice ne sont pas les mêmes que les nôtres. Comment faites-vous ? Vous en parlez, vous le dites courageusement. Et les Chinois comprendront aussi qu'ils ont intérêt à jouer ce monde-là.

Hedwige Chevrillon : N'est-ce pas une vision idyllique ?

Jean-Paul Betbèze : Malheureusement, elle est machiavélique. C'est plutôt une question de rapport de forces. Je fais le pari que les gens veulent le bonheur et veulent plutôt mieux vivre, mais il y a des façons de vivre différentes. L'attrait du sucré existe, mais l'amertume est là ensuite.

Les économistes ne sont pas toujours sympathiques. Ils vous disent de travailler, changer, innover, discuter avec votre voisin, votre voisine. Nos voisins ne sont pas nos ennemis. La France est le pays qui dialogue le moins avec son voisin de bureau comme avec son voisin européen. La France est le pays qui a le plus peur, car on ne discute pas avec le voisin et comme on n'a pas confiance dans le voisin, on demande à l'État de nous aider et là, on fabrique évidemment du déficit budgétaire. Ayons confiance en nous, ayons confiance dans nos capacités de nous développer. Ne soyons pas pour autant des enfants de chœur, ayons le courage également de dire : « Ça, je l'ai trouvé et je le protège. » C'est la valorisation du travail de chacun.

Hedwige Chevrillon : Pour prolonger la question sur le protectionnisme, finalement, n'est-ce pas l'euro qui nous a tués ? On dit qu'il est surévalué de 20 %. Faudrait-il retrouver des monnaies nationales ?

Jean-Paul Betbèze : L'euro est fluctuant par rapport au dollar. Quand il était à 0,88, il fallait m'inviter ! Le monde dans lequel nous vivons est à trois forces : Asie, Amérique et Europe. Si l'Europe n'existe pas, préparez-vous à des confrontations mondiales entre les deux superpuissances, Chine et États-Unis. Je veux bien que la Chine soit pacifique, adorable, et que les USA soient merveilleux et parfaits, mais si vous les laissez tous les deux ensemble, je ne suis pas sûr du résultat. Donc je préférerais que l'Europe soit membre de cette trinité-là. Seconde chose : si on retrouve le franc, on va le dévaluer de 50 % par rapport à l'Allemagne. Comme ça, on prendra un peu d'avance. La France a fait 14 dévaluations par rapport au mark: un franc, au début, valait un mark, mais quand on est entré dans l'euro, le mark valait 3,40 francs ! Or pendant que le mark a été multiplié par 3, je n'ai pas le sentiment que le déficit extérieur allemand s'est creusé. Si on dévalue le franc, nous aurons 3 semaines de bonheur, du super sucré... Mais les Espagnols et les Italiens vont se lancer, ils vont dévaluer de 70 % et c'est donc une guerre des changes qui va se mettre en place, suivie d'une guerre des entreprises, d'une guerre des gens... Quand on a parlé de monnaie unique, il était clair qu'on n'allait pas dévaluer, mais il fallait se développer ensemble et nous n'avons pas fait les choix cohérents. Pour le moment, les taux d'intérêt de l'Europe sont sympathiques, ceux de la France sont très agréables, c'est le moment ou jamais de faire des choses, mais non pas de taxer encore plus. Au rythme où nous allons, il n'y aura bientôt plus de classes moyennes, or ce sont les classes moyennes qui sont et qui font la société, qui la portent numériquement, quantitativement, qui fabriquent le tissu social. Nous devons développer le réseau d'échanges dans la confiance et le respect. Il faut « refabriquer » du tissu économique et social à partir des territoires, les solutions sont chez nous, à côté de nous, avec le voisin.

Hedwige Chevrillon : Pourquoi faut-il toujours de la croissance ? À la limite, à 0 %, on a le même PIB, pourquoi faut-il toujours plus ? Sans aller jusqu'à la décroissance, la stagnation ne serait-elle pas un bien ?

Jean-Paul Betbèze : La stagnation, c'est merveilleux... À l'enfant qui naît, on dit : « Bravo tu n'as plus de croissance, mais tu as de la dette. » Il se trouve que, dans l'héritage que nous donnons à nos enfants, nous lui donnons de l'actif – nos routes, nos chemins, et la culture française – et aussi du passif... Et vendre les routes et les chemins, c'est compliqué, tandis que le passif, c'est exigible. Fondamentalement, pourquoi voulez-vous qu'on disparaisse ? Le monde est en expansion, mais nous arrivons à une transition démographique dans nos pays. Ce n'est pas le cas en Asie et encore moins en Afrique. Si on n'organise pas de la richesse en Afrique, on aura les Africains à Lampedusa et à Chypre ! Est-ce cela que nous voulons ? On ne peut pas dire aux gens qui arrivent que l'histoire est écrite et qu'ils arrivent trop tard dans un monde trop vieux. Notre responsabilité en tant qu'individus et en tant qu'économistes, c'est de dire que nous pouvons fabriquer de la croissance, mais une croissance de meilleure qualité. Si nous n'entrons pas dans des économies de promesses, mais de promesses vérifiables qui nous engagent, nous serons pris par la concurrence du moins disant. Il y a une concurrence par les prix, mais il y a aussi la qualité, et, derrière la qualité, l'engagement des gens. C'est ainsi que nous pourrions accueillir les enfants de demain : « Bienvenue au monde, on vous donne du passif, mais aussi plein d'actif. »